

Déclaration de politique commerciale

Monsieur le Président,

« Ce vers quoi le monde doit aller, c'est plus de libre-échange et moins de protectionnisme. »

C'est par cette phrase que débute le chapitre sur le libre-échange du rapport de politique étrangère élaboré par l'Alliance pour la Suède à l'approche des élections législatives de 2006.

C'est sur cette conviction que repose également la politique que mène le gouvernement en matière de libre-échange.

Nous nous trouvons aujourd'hui à l'heure des choix. En même temps que l'économie suédoise continue d'être florissante, l'économie internationale fait elle preuve d'une nervosité croissante. Le protectionnisme a de plus en plus le vent en poupe – en Europe et à l'extérieur. Cette année nous place devant un certain nombre de défis qu'il nous faudra surmonter. C'est ce qui explique l'importance, pour le gouvernement et moi-même qui suis la ministre du commerce, de cette déclaration de politique commerciale.

Monsieur le Président,

Les échanges avec le monde extérieur ont été à l'origine du bien-être suédois et n'ont cessé de l'être. Le développement qu'a connu la Suède au cours de 150 dernières années et qui lui a permis de passer de la pauvreté à la société de bien-être, va de pair avec l'histoire des déréglementations et du libre-échange. Il a été possible, avec l'aide de capitaux, d'idées et d'entrepreneurs étrangers, d'exploiter et de transformer les matières premières suédoises

ainsi que de développer les voies de communications. Les échanges internationaux ont permis à des innovateurs suédois de se transformer en entrepreneurs et de jeter les bases de beaucoup de grandes entreprises actuelles suédoises.

Aujourd'hui, la mondialisation est une évidence, le commerce international s'accroît. De plus en plus de pays se profilent sur la carte du commerce international, dont les contours se modifient à grands pas. Grâce à l'accroissement des échanges, de nombreux pays émergent de la pauvreté ou sont en passe de le faire. Entraînant l'apparition, pour les entreprises suédoises, de tout nouveaux marchés, de toutes nouvelles possibilités.

Ces échanges accrus débouchent sur une augmentation de l'emploi et une amélioration du bien-être. Les investissements étrangers en Suède sont à l'origine de nouvelles opportunités commerciales, apportent de nouvelles compétences et accroissent les échanges de technologies et de savoir-faire industriel.

Permettre aux PME de commercer avec le monde extérieur constitue pour le gouvernement une tâche importante. La plupart des pays entretiennent très souvent des liens commerciaux avec leur environnement proche et leurs voisins. La Suède ne fait pas exception à cette règle. Notre principal partenaire commercial est l'Allemagne. Pour les PME, les marchés des pays nordiques servent souvent de tremplin à une expansion internationale. Le gouvernement renforce sa coopération avec ses voisins dans le domaine économique. Pendant la présidence suédoise du Conseil des ministres nordique en 2008, les questions de compétitivité seront mises en avant. Le dynamisme de la croissance de la région de la mer Baltique donne aux exportateurs suédois de grandes possibilités. Une coopération accrue entre les États riverains

de la Baltique figurera au premier rang des priorités avant et pendant la présidence suédoise de l'Union européenne en 2009. Je note avec beaucoup de satisfaction la décision qu'a prise le Conseil des ministres d'élaborer une stratégie concernant la mer Baltique dont l'objectif est de stimuler le commerce et la croissance dans notre environnement proche.

Les trois quarts des échanges de la Suède s'effectuent au sein du marché intérieur européen. Par l'adhésion de la Suède à l'UE, les entreprises suédoises ont eu librement accès au marché commun le plus grand du monde, lequel compte 30 pays, un demi-milliard d'êtres humains et 20 millions d'entreprises. Le gouvernement a pour ambition primordiale de faire en sorte que la Suède appartienne au noyau dur de l'UE et joue un rôle actif et dynamique au sein de cette coopération. Nous entendons défendre et renforcer le marché intérieur européen de manière à ce qu'il satisfasse au mieux les besoins de nos entreprises en matière de croissance et de compétitivité. Servant de tremplin à nos entreprises, le marché intérieur procure aux consommateurs des avantages prenant la forme de produits et de services de meilleure qualité, plus sûrs et à des prix plus abordables. Le réexamen en cours du marché intérieur constitue une occasion unique d'éliminer les faiblesses restantes, de supprimer les barrières commerciales et de libérer l'ensemble du potentiel du marché intérieur.

Il y a peu, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur le « paquet sur les marchandises », lequel devrait améliorer le volet du marché unique européen portant sur la libre circulation des marchandises. La Suède a joué un rôle moteur dans ces négociations. Cet accord profitera aussi bien aux consommateurs qu'aux entreprises et favorisera par ailleurs le commerce, la croissance et l'emploi dans toute l'Europe.

Le marché intérieur doit continuer de se transformer et de s'améliorer par une libéralisation toujours plus poussée des échanges. Le secteur des services étant aujourd'hui le principal secteur de la croissance, nous œuvrons actuellement pour que soit mise en œuvre la directive sur les services. Les entreprises de services sont très souvent des PME qui se tournent en premier vers leur environnement proche lorsqu'elles envisagent d'exporter. Pour ces dernières, simplifier et uniformiser au maximum les contacts et les formalités nécessaires avec les administrations de l'ensemble de la région est d'une importance décisive. Une mise en œuvre efficace de la directive sur les services figure donc au premier rang des priorités. Le marché à l'exportation des services s'agrandissant de plus en plus vite, il constitue un potentiel important pour les entreprises suédoises. J'entends prendre cette année l'initiative d'actions spécifiques visant à favoriser les exportations de services et à stimuler le secteur suédois des services.

Le marché intérieur européen vise en fin de compte à ce que chaque pays prenne ses responsabilités et adopte les principes de libre circulation des biens et des services. Il nous faut, si nous souhaitons voir notre voix en faveur d'un marché intérieur puissant être crédible, nous montrer à la hauteur de nos engagements. Pour faire face à cette nécessité et contribuer à une simplification des lois et des règlements, le gouvernement prendra prochainement la décision de nommer une commission qui sera chargée d'établir un inventaire de la législation suédoise en matière de biens et de services. La commission chargée de ces travaux présentera son rapport en mai 2009.

L'euro tient une place importante dans le fonctionnement du marché intérieur. Il a, à l'intérieur de ce marché, contribué à fournir aux entreprises et aux citoyens européens un moyen de paiement plus simple et plus efficace. Il constitue également l'un des symboles d'une Europe unie.

L'objectif de la stratégie de Lisbonne est d'abord de garantir une croissance durable et d'accroître la compétitivité, mais surtout de faire de l'UE l'économie la plus compétitive du monde. Depuis son adoption, la Suède a fait valoir qu'il manquait une pièce maîtresse à cette stratégie pour s'imposer pleinement. La stratégie de Lisbonne ne prend pas suffisamment en compte les relations de l'UE avec le reste du monde. Le gouvernement œuvre pour modifier cet état de chose.

Notre objectif est de faire de l'UE l'économie la plus ouverte du monde. Même si l'UE est, aujourd'hui déjà, l'économie du monde la plus ouverte en matière de produits industriels, des voix se font malheureusement de plus en plus souvent entendre pour exiger que nous protégeons notre marché. Que nous excluons le commerce, les investissements, les entreprises et même les êtres humains. Que la politique commerciale soit utilisée pour bloquer les importations plutôt que de favoriser les échanges. Nous sommes de plus en plus souvent confrontés à ce genre d'arguments, surtout lorsque la Suède s'emploie à encourager une réforme des instruments de défense commerciale de l'UE, trop souvent utilisées à des fins protectionnistes. Nous y sommes aussi confrontés lorsque la Suède souhaite voir réformer les règles d'origine de l'UE, qui posent aujourd'hui bien des problèmes aux

entreprises européennes produisant dans différentes parties du monde et dépendantes de l'importation de composants pour leur propre production.

Monsieur le Président,

Le protectionnisme débouche sur un blocage des ressources dans des activités sans viabilité à long terme et, pour les consommateurs, sur un renchérissement du coût des produits et un moindre choix. Par ailleurs, ce sont souvent aux biens et aux investissements des pays en voie de développement que nous fermons la porte. Si nous leur fermons nos marchés, nous fermons également la porte au développement, à la possibilité pour des millions d'êtres humains de se sortir de la pauvreté. Se poser en championne du libre-échange est donc l'une des tâches primordiales de la Suède au sein de l'UE.

La meilleure manière qui soit d'ouvrir les échanges est, au niveau mondial, de conclure des accords multilatéraux. C'est également la meilleure manière qui soit de garantir un système commercial international à la fois juste, stable et prévisible. C'est ce qui explique que la conclusion des négociations commerciales en cours à l'OMC, le cycle de Doha, figure parmi les priorités majeures du gouvernement en matière de politique commerciale.

L'acte de décès du cycle de Doha, en cours depuis 2001, a été prononcé à plusieurs reprises par les médias. Aujourd'hui, les membres de l'OMC sont cependant unanimes pour mobiliser leurs forces et tenter de faire aboutir ce cycle en cours d'année. Parvenir à une percée dans les négociations au cours de ce printemps en constituera le premier pas. La nervosité régnant sur l'économie mondiale a sensibilisé beaucoup de pays à la nécessité de parvenir à un accord le

plus rapidement possible. Si nous échouons, nous risquons beaucoup de devoir attendre plusieurs années avant que ne se présente une nouvelle chance.

Monsieur le Président,

La politique de voisinage de l'UE a pour but de renforcer ses liens avec son environnement proche. L'un des points de départ de la politique de voisinage est le grand intérêt qu'a l'UE de promouvoir, dans son voisinage, le renforcement de la démocratie, le développement économique et la stabilité. L'intégration économique et un libre-échange accru ont ici un rôle déterminant.

Des accords de libre-échange bilatéraux et régionaux ne se substitueront jamais à des accords multilatéraux ; ils peuvent cependant faire office de complément important. L'atout réside dans la possibilité de parvenir à une libéralisation plus poussée des échanges, de s'attaquer sérieusement aux obstacles aux échanges que comportent les différents systèmes réglementaires nationaux, enfin de gérer les problèmes concrets auxquels sont confrontées nos entreprises sur ces marchés. Voilà pourquoi la Suède, compte tenu du niveau de développement des pays partenaires, se prononce clairement, au sein de l'Union, en faveur d'accords de libre-échange aussi ambitieux, globaux et avantageux que possible.

Il y a peu, nous avons eu l'occasion de saluer l'entrée de l'Ukraine dans l'OMC. Nous espérons également que la Russie puisse suivre prochainement. Depuis plusieurs années, nos échanges avec la majorité des pays d'Europe centrale et orientale augmentent très rapidement, ce qui vaut également pour nos PME. La Pologne et la Russie comptent aujourd'hui déjà

parmi nos plus grands marchés à l'exportation. Un problème récurrent subsiste cependant : l'absence de systèmes réglementaires prévisibles, transparents et stables. Ce dont ont récemment souffert des importateurs suédois de bois à pâte originaire de Russie. Une adhésion à l'OMC est synonyme de stabilité accrue. L'UE a déjà franchi le pas suivant et engagé des négociations sur un accord bilatéral de commerce avec l'Ukraine. Nous espérons que l'UE sera prochainement en mesure d'en faire autant avec la Russie.

Les échanges nouent des liens qui diminuent les risques de conflits armés. La Suède est largement engagée dans l'Ouest des Balkans, où les efforts sont axés sur une européanisation de ces pays, le développement de la démocratie et de l'économie de marché. L'accroissement des échanges avec l'UE peut contribuer à la stabilité de l'Ouest des Balkans tout en offrant à nos entreprises de nouvelles chances d'exporter, d'importer et d'investir.

Le centre de gravité de l'économie mondiale s'étant déplacé vers une Asie en plein développement, il importe vraiment que les entreprises suédoises ne se laissent pas distancer en matière d'implantations dans cette dynamique région du monde. Je me rendrai moi-même en Inde, en Chine et au Japon au cours de ce printemps pour y développer davantage encore nos relations économiques. Depuis longtemps déjà, nos liens économiques avec le Japon, deuxième économie mondiale et deuxième marché suédois à l'exportation dans cette région du monde, ont joué un rôle central.

Lui étant naturel de nouer des liens plus étroits avec cette région, l'UE négocie actuellement plusieurs accords importants de libre-échange. Un accord bilatéral avec la Corée du Sud, onzième économie du monde, devrait être prochainement conclu. J'espère également que, vu

l'énorme potentiel que représenterait, pour les entreprises suédoises et indiennes, un accroissement de leurs échanges commerciaux, un accord avec l'Inde aboutisse dans les années à venir. Une amélioration des conditions accordées aux entreprises suédoises sur un marché d'un milliard d'êtres humains contribuera à la création de nouveaux emplois et une progression de la croissance en Suède. Si des négociations ont également été engagées avec l'association des dix pays composant l'ANASE et que de telles négociations ne sont pas d'actualité avec la Chine, d'autres initiatives sont prises pour y renforcer nos échanges commerciaux.

La Chine, qui est aujourd'hui la troisième plus grande nation commerçante et la quatrième plus grande économie du monde, vient directement après les États Unis en termes de pouvoir d'achat. Si la Chine est souvent considérée comme l'atelier du monde, elle déploie aujourd'hui de larges efforts dans des domaines stratégiques comme l'automobile, les télécommunications et les biotechnologies, domaines où elle entre en concurrence avec des pays tels que la Suède. Notant parallèlement l'existence d'un énorme potentiel et d'un intérêt chinois pour les écotechnologies suédoises, nous avons à cette fin ouvert, dans notre ambassade de Beijing, un bureau spécial dédié à ces technologies.

J'ai bon espoir que les négociations menées par l'UE avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG) aboutissent prochainement. Étant donné l'importance économique des pays membres du Conseil de coopération du Golfe et leur rôle clef dans l'avenir à propos de questions comme celles de l'énergie et du climat, cet accord est d'une très grande importance. Les États du Golfe sont par ailleurs de plus en plus actifs en matière d'investissements en

Suède. Mais je tiens également à souligner l'intérêt qu'ont l'UE et la Suède à accroître leur commerce et leurs investissements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cette donnée revêt une dimension politique importante et recèle un potentiel économique réciproque considérable. Une présence accrue de la Suède en Irak ouvrira de nouvelles possibilités pour les entreprises suédoises. Le fait que l'UE et les pays de cette importante région se soient mis d'accord pour établir une zone de libre-échange sur le pourtour méditerranéen d'ici à 2010 constitue un facteur positif. La plupart des pays de cette région affiche aujourd'hui une croissance en progression. J'œuvre pour que de nouvelles entreprises suédoises s'implantent et réussissent dans cette région. La Suède dispose d'un énorme avantage dans les compétences que détiennent les immigrants de cette région.

Le gouvernement accorde beaucoup de prix à la relation transatlantique. Renforcer davantage encore notre coopération avec l'Amérique du Nord constitue notre objectif. Troisième marché suédois à l'exportation, les États Unis sont un pays de premier plan pour nos échanges en matière d'investissements. Après le sommet UE-USA qui s'est tenu l'an dernier, la coopération économique s'est intensifiée au niveau communautaire. Un réseau, composé de représentants de hauts niveau, a été mis en place pour résoudre les problèmes existant entre l'UE et les États Unis en matière de commerce. Il est extrêmement important que les obstacles commerciaux existant entre les l'UE et les États Unis soient définitivement éliminés ; nous avons tous à y gagner.

L'UE renforce aussi ses liens avec l'Amérique latine. Des négociations d'accords régionaux sont également en cours avec le Mercosur de l'Amérique latine. Des accords d'association et

de libre-échange sont en cours de négociation avec la Communauté andine et en Amérique centrale. Si des liens économiques plus étroits, de nouvelles possibilités pour les entreprises suédoises s'inscrivent tout naturellement dans ces négociations, il va également de soi que ces accords doivent contribuer au développement des pays d'Amérique latine.

La nécessité, pour la Suède, de mener une politique cohérente en faveur d'un développement mondial, à la fois durable et juste, fait l'objet d'un large consensus au sein de cette Assemblée. La politique commerciale peut et doit être conçue de façon à renforcer les moyens des pays en voie de développement à s'intégrer davantage encore dans l'économie mondiale et à tirer profit de l'accroissement des échanges. Dans les négociations en cours entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) sur des Accords de partenariat économique (APE), la Suède suit une voie conséquente. Les réformes commerciales sont importantes pour une croissance accrue et pour la lutte contre la pauvreté. La Suède a, au sein de la sphère communautaire, joué un rôle moteur pour que ces accords soient définies dans cet esprit. Des accords intérimaires donnent à la presque totalité des États ACP pleinement accès au marché européen en même temps que, pendant de longues périodes transitoires, ils permettent à ces pays d'exclure de l'ouverture des marchés certains produits particulièrement sensibles. Je salue les efforts déjà entrepris pour poursuivre la négociation de larges accords.

L'essentiel du potentiel de développement que recèlent les accords de partenariat économique se situe dans des secteurs comme la concurrence, les services, les investissements et les procédures liées aux échanges. D'énormes enjeux résident également dans le renforcement des coopérations régionales et l'élargissement des marchés locaux. Je tiens, en

l'occurrence, à souligner que, dans ce genre de négociations, la forme peut être aussi importante que le fond. Respect est ici le maître mot. Au cours de ce printemps, je rencontrerai les ambassadeurs des États ACP pour discuter avec eux de la manière dont nous pourrions faire avancer ce processus.

En dépit de nombreux progrès, beaucoup de pays en voie de développement ont cependant à faire face à des difficultés dans le système commercial multilatéral. Ils n'ont de ressources ni pour identifier leurs atouts et les faire valoir dans des négociations, ni pour la mise en œuvre d'accords. L'absence de systèmes réglementaires nationaux, la faiblesse des infrastructures ou les difficultés de financement qu'éprouvent les entrepreneurs font que les éventuels bénéfices du commerce ne sont souvent pas au rendez-vous. Par la coopération au développement, nous contribuons à donner aux pays en développement les moyens de s'intégrer dans l'économie mondiale.

La Suède joue, au plan international, un rôle moteur dans les efforts entrepris pour accroître et rendre plus efficace l'intégration du commerce dans les stratégies de développement (Aid for trade). L'UE a, dans ce contexte, adopté une stratégie ambitieuse et allouera, en l'espace de quelques années, deux milliards d'euros par an au titre de l'intégration du commerce dans ces stratégies. En septembre dernier, la ministre de la coopération au développement et moi-même avons organisé une conférence réussie de donateurs internationaux, visant à promouvoir la capacité des pays les moins développés à profiter des échanges dans leur lutte contre la pauvreté. Les pays participants promirent d'y contribuer en allouant une somme d'un montant global de 170 millions de dollars US. Nous poursuivons également nos propres

efforts dans ce domaine. Dans la phase suivante, les réseaux établis dans de nombreux pays par le biais de notre coopération au développement devront être utilisés lors de l'adoption de nouvelles formes de coopération. Le savoir-faire et l'expérience des entreprises et institutions suédoises jouent un rôle crucial dans cette stratégie.

Dans le plan d'action sur la promotion des entreprises en Afrique, qui sera présenté au cours de ce printemps, une attention toute particulière est portée sur l'importance de tirer profit des compétences dont disposent les entreprises suédoises, par exemple en matière d'infrastructures et d'écotechnologies. La complexité du monde d'aujourd'hui rend impossible une gestion cloisonnée des politiques étrangère, commerciale et d'aide au développement. La mise en œuvre de la politique de développement global (PDG) illustre la manière dont agit concrètement le gouvernement pour coordonner ces différentes politiques.

Monsieur le Président,

Combattre et gérer les effets des changements climatiques font partie des principales priorités du gouvernement. J'ai, en tant que ministre du commerce, pris des initiatives visant à mieux utiliser les outils relevant de la politique commerciale dans les actions en faveur du climat. Lors de la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Bali en décembre dernier, plusieurs ministres du commerce se sont pour la première fois réunis pour discuter de la contribution qu'ils pourraient apporter. J'estime que certains droits de douane et autres obstacles au commerce frappant des biens, des services et des technologies devraient être supprimés. Nous œuvrons pour qu'un système international de certification, de labélisation et de standardisation

contribue à accroître la diffusion généralisée de produits respectueux du climat. J'espère pouvoir sous peu présenter de nouvelles initiatives dans ce domaine. Une libéralisation du commerce des biocarburants, reposant sur une durabilité englobant tous les stades de la chaîne, de la production à la commercialisation, constitue pour moi, ministre du commerce, une priorité majeure. Nous devons montrer l'absurdité d'un système qui, dans nos pays industriels, porte à bout de bras une production d'éthanol bien souvent inefficace et coûteuse, alors que beaucoup de pays en développement ont les moyens d'exporter un éthanol bien plus respectueux du climat et concurrentiel au niveau du prix et que des droits de douane et autres obstacles au commerce y font obstacle. Il a donc été encourageant de voir l'UE prendre, il y a peu, la décision d'appliquer des droits de douane sur l'éthanol comme carburant de transport, ce qui devrait permettre aux propriétaires suédois de voitures propres de faire leur plein à un tarif inférieur à ce qu'il aurait dû être autrement. La discussion en cours sur cette question précise de droits de douane montre en même temps la nécessité de prêcher de façon plus énergique en faveur du libre-échange, que ce soit de manière générale ou pour les produits respectueux du climat.

L'innovation a longtemps été l'un des avantages concurrentiels les plus forts de la Suède, qui fait aujourd'hui figure de pays le plus innovateur de l'UE. Voilà pourquoi je pense que les entreprises suédoises ont une chance unique de se trouver une niche rentable avec l'élaboration de produits respectueux du climat. La Suède occupe une position de force en matière d'écotechnologies ; un secteur qui, avec le renforcement des exigences environnementales, l'importance croissante du débat sur les changements climatiques et l'augmentation des prix de l'énergie, a vu grandir ses chances d'expansion du fait de

l'attention qui lui est de plus en plus portée au niveau international. Un autre secteur dans lequel la Suède occupe une position de force est celui du savoir-faire systémique en matière de développement urbain durable. Le quartier de Hammarby Sjöstad de Stockholm constitue un exemple d'urbanisme mondialement remarqué. C'est avec en tête cette réalisation et plusieurs autres exemples suédois, que le gouvernement a récemment élaboré le concept de « SymbioCity », lequel entend promouvoir, à l'étranger également, des écotechnologies suédoises de classe internationale et ouvrir la porte à d'excellentes performances en matière d'exportation. La Suède peut donc aussi contribuer à lancer des solutions écologiques et économiseuses d'énergie pouvant s'utiliser dans les stratégies de développement et tirant mieux profit des ressources. Cela vaut également pour les technologies améliorant notre environnement, celles de l'eau et de purification de l'air. La Suède aura par ailleurs la chance de se profiler et de montrer son savoir-faire écologique, unique à bien des égards, à l'exposition mondiale de Shanghai (Expo2010).

Monsieur le Président,

Il reste qu'il nous faut également un système réglementaire international permettant et encourageant l'innovation. Il arrive aujourd'hui bien trop souvent que de nouveaux produits se heurtent à différents types d'obstacles techniques au commerce ou à des droits de douane inutilement élevés. Les technologies de l'information en constituent le meilleur exemple. Certains téléphones portables, par exemple, sont défavorisés lors de leur introduction sur le territoire de l'Union. Le problème ne fait que croître. Des solutions multilatérales en faveur

des innovations et des nouveaux produits s'imposent. Le gouvernement entend soulever le problème que pose la suppression des droits de douane sur les nouvelles technologies.

Les entreprises suédoises, tout particulièrement les PME, ont besoin d'être aidées pour faire face à différentes formes d'obstacles commerciaux, dont certains parfois ont des motifs politiques. L'action engagée contre les obstacles au commerce peut concerner aussi bien des efforts durables déployés dans des négociations internationales que des interventions rapides destinées à venir en aide à des entreprises suédoises. C'est, en particulier, sur les marchés difficiles qu'il peut être nécessaire de profiter de l'aide que représente notre adhésion à l'UE.

L'existence de normes communes est une question importante pour l'internationalisation des entreprises suédoises. Le gouvernement entend transmettre prochainement à l'Assemblée une communication écrite sur cette question.

Les actions de promotion du commerce et des investissements jouent un rôle central dans l'amélioration des conditions permettant aux entreprises suédoises de profiter des possibilités qu'offre la mondialisation. Cette optique s'est aussi vu confirmer par le renouvellement des actions de promotion du commerce et des investissements, dont le gouvernement a pris l'initiative.

Le gouvernement œuvre en faveur d'une coopération accrue et plus étroite entre les autorités et organisations s'occupant du développement des entreprises et de l'internationalisation. Un pas décisif était pris en 2007 avec la mise en place du « prêt à l'exportation », une coopération

entre acteurs publics nationaux facilitant la couverture du risque et le financement des PME envisageant de se lancer sur les marchés à l'exportation.

Réussir sur les marchés à l'exportation n'a rien d'une évidence. En dépit de l'évolution positive du chiffre de ses exportations enregistrée depuis plusieurs années, des études montrent que, en matière d'exportations de biens, la Suède perd des parts de marché plus vite que ses principaux concurrents. Cette évolution s'est surtout observée sur le marché européen. Dans ce contexte, le gouvernement a nommé une commission d'enquête qui sera chargée de se pencher sur les raisons de ces pertes de marché, de s'informer auprès des entreprises des problèmes qu'elles rencontrent à l'exportation et de soumettre des propositions de mesures.

Les exportations de technologies et de solutions systémiques de pointe dans les secteurs des infrastructures, des écotecnologies et de l'énergie contribuent, en Suède, à la création d'emplois et au développement permanent des technologies. Les exportations de projets engendrent également la fourniture de biens et de services auxquels pourvoient les PME, très souvent employées comme sous-traitants à l'occasion d'importantes affaires commerciales. Les opportunités d'affaires que les entreprises suédoises peuvent avoir à l'occasion de marchés publics proposés dans le cadre du système onusien doivent être renforcées. La Suède continue par ailleurs de soutenir les travaux engagés par les Nations Unies visant à porter, dans le cadre de ces marchés, une attention plus grande à des aspects tels qu'environnement, qualité, éthique et questions sociales.

De nombreuses entreprises suédoises comptent parmi les meilleures au monde à garantir une prise en compte de responsabilités sociales, au nombre desquelles figurent notamment les conditions de travail, des considérations environnementales et la lutte anticorruption. Pour moi qui suis ministre, il en va en fait du respect et de l'observance des droits de l'homme.

Dans des zones de conflit, il est encore plus important mais en même temps plus difficile, pour les entreprises, d'endosser une responsabilité sociale et environnementale. Si le gouvernement engage les entreprises, où qu'elles se trouvent, à suivre les directives de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et à respecter les principes du Pacte mondial, il importe malgré tout de sensibiliser les entreprises aux responsabilités qu'implique la propriété et de les amener à travailler à ces questions.

De notre aptitude à bien gérer nos atouts et à développer des créneaux porteurs des technologies de pointe dépend notre bien-être futur. Les écotechnologies en sont un exemple ; les technologies médicales et les biotechnologies peuvent elles aussi déboucher sur des succès importants à l'exportation. Dans le secteur des services, la Suède a d'excellentes chances de réussite au niveau international.

Nos entreprises spécialisées dans la fabrication de matériels de défense sont d'un très haut niveau international. Dans ce secteur, les actions de promotion des exportations ne sont entreprises qu'après qu'ait été donnée l'autorisation de commercialiser et exporter de tels produits. La Suède apporte son soutien à l'initiative communautaire visant à maintenir et développer une industrie européenne concurrentielle de la défense. Dans ce secteur, des

mesures doivent être prises pour établir des conditions comparables de marché et favoriser une saine concurrence.

Le gouvernement continuera de prendre de nouvelles initiatives en faveur de la promotion du commerce et des investissements. Dans ce contexte, nous n'avons pas su tirer suffisamment profit du potentiel que représentent les entrepreneurs suédois d'origine étrangère, lesquels entretiennent des contacts avec leur pays natal et ont des connaissances uniques sur leurs cultures d'entreprise, leurs politiques, leurs religions et leurs langues. Le gouvernement s'implique pour que soient mieux mises à profit les compétences des Suédois d'origine étrangère de manière à aider davantage d'entreprises à exporter plus vers des marchés potentiellement intéressants.

Monsieur le Président,

Les projecteurs seront braqués sur la Suède durant sa présidence de l'UE en 2009. En mettant l'accent sur la politique climatique, la croissance, l'ouverture de l'Europe, la mer Baltique et la poursuite de l'élargissement de l'UE, la Suède entend faire que les priorités de sa présidence reflètent l'image qu'elle veut donner d'elle dans le monde.

Dans un monde de communication de masse et de mondialisation accrue, tout pays est, dans une large mesure, dépendant de l'idée que l'on se fait de lui à l'étranger. Une image positive de notre pays influence ainsi grandement notre capacité à attirer les investissements étrangers en Suède et à assurer le succès des entreprises suédoises sur les marchés étrangers. Il importe donc de faire savoir que la Suède est un pays libre-échangiste, que ses entreprises sont

rompues au commerce international, qu'enfin elles ont toujours eu l'habitude de respecter les accords passés et de fabriquer des produits de qualité. La place de premier rang qu'occupe la Suède en matière de sciences, de recherche et de culture, ses bonnes infrastructures et son administration publique efficace sont d'autres facteurs qui contribuent à accroître l'intérêt porté à l'étranger pour la Suède, ses entreprises et ses produits. Une plate-forme commune destinée à renforcer l'image de la Suède a été récemment présentée. Ouverture, innovation, authenticité et sollicitude sont les maîtres mots qui sous-tendent les initiatives sur lesquelles se sont mises d'accord les organisations chargées de promouvoir l'image de la Suède à l'étranger.

Je continuerai, en ma qualité de ministre du commerce, à œuvrer pour que la position de la Suède, en tant que championne du libre-échange, soit renforcée tant dans l'UE que dans d'autres enceintes internationales. J'entends promouvoir les intérêts suédois à l'étranger et sensibiliser davantage encore les Suédois aux défis et potentiels que recèle la mondialisation. Il s'agit pour moi, en Suède, d'être activement engagée pour soutenir les PME et les aider à trouver les moyens d'accroître leurs échanges internationaux.

Monsieur le Président,

L'objectif primordial du gouvernement, qui est de créer les conditions permettant de favoriser la création d'emplois toujours plus nombreux, est au cœur de toute notre politique.

Le commerce international joue, en l'occurrence, un rôle déterminant pour parvenir à cet objectif.

Les échanges avec l'extérieur constituent un outil mis au service de la croissance et du bien-être. C'est cette constatation qui a conduit la Suède à mener une politique libre-échangiste. Une politique que le gouvernement continuera de poursuivre avec force tout au long de cette législature.